

**Council Member Inquiry Form**  
**Demande de renseignement d'un membre du Conseil**

**Subject: Extremism-related risks**

**Objet : Dangers liés à l'extrémisme**

**Submitted at:** City Council

**Présenté au :** Conseil municipal

**From/Exp.:**

**Date:** January 28, 2026

**File/Dossier :**

Councillor/Conseiller(e) :  
D. Hill

**Date :** le 28 janvier 2026

OCC-2026-02

**To/Destinataire :**

Ryan Perrault, General Manager, Emergency and Protective Services Department

Ryan Perrault, directeur général, Services de protection et d'urgence

**Inquiry:**

A recent report from the Institute for the Study of Global Antisemitism and Policy warns that foreign state funding has influenced growing extremism in Canada. Recently, Canada has experienced a concerning rise in violent extremism, including but not limited to the following incidents:

- On January 29, 2017, six men were killed and five others injured by an anti-Muslim domestic terrorist in the tragic Quebec City Mosque shooting.
- An 18-month investigation culminated in 2023 with the arrest of two men in Toronto and Niagara allegedly connected with neo-Nazi terrorism, including creating propaganda material, recruitment videos, and organizing combat training.
- In December 2023, two Ottawa youths were arrested for allegedly plotting to violently attack Jewish persons in Ottawa, possibly through the detonation of an explosive device at a pro-Israel rally at Parliament Hill; and
- In December 2025, three men were arrested in Toronto for an alleged plot to harass and attack Jewish people and women.

Locally, hate-motivated crimes have increased in Ottawa since 2020 by 157 per cent, from 182 reported incidents in 2020 to 467 reported incidents in 2024.

The Canadian Security Intelligence Service Act authorizes the Canadian Security Intelligence Service (CSIS) to disclose information, under specified conditions, for the purpose of enhancing resiliency against threats to the security of Canada. CSIS's regional office in Ottawa engages locally and routinely provides unclassified or appropriately cleared intelligence briefings to elected officials at all levels of government; and such briefings support intergovernmental collaboration on national security matters, including cybersecurity threats, foreign interference, and extremism affecting urban communities.

Can the General Manager of Emergency and Protective Services advise Members of Council on whether it would be feasible and appropriate to arrange a training and education session for Council, under subsection 239(3.1) of the Municipal Act, 2001, regarding extremism-related risks relevant to the City of Ottawa, including whether subject matter experts from CSIS, the RCMP, and/or the Ottawa Police Service could be involved?

#### **Demande de renseignement :**

Dans l'un de ses récents rapports, l'Institute for the Study of Global Antisemitism and Policy émet une mise en garde : le financement étranger est à l'origine d'une augmentation de l'extrémisme au Canada. Ces dernières années, le pays connaît en effet une inquiétante hausse de l'extrémisme violent, comme en témoignent les incidents suivants :

- Le 29 janvier 2017, un terroriste intérieur anti-musulman a tué six hommes et en a blessé cinq autres lors de la tragique fusillade à la mosquée de Québec.
- Une enquête de 18 mois a conduit, en 2023, à l'arrestation de deux hommes à Toronto et à Niagara présumément associés au terrorisme néonazi, notamment la création de matériel de propagande et de vidéos de recrutement, et l'organisation de formations au combat.
- En décembre 2023, deux jeunes d'Ottawa ont été arrêtés pour avoir présumément planifié une attaque violente contre des membres de la communauté juive de la ville, possiblement en provoquant une explosion à un rassemblement pro-israélien sur la Colline du Parlement.
- En décembre 2025, trois hommes ont été arrêtés à Toronto pour un présumé complot visant à harceler et à attaquer des personnes juives et des femmes.

À l'échelle locale, les crimes motivés par la haine à Ottawa ont augmenté de 157 % depuis 2020, passant de 182 incidents déclarés en 2020 à 467 en 2024.

La *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité* autorise le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) à divulguer de l'information, sous certaines conditions, pour améliorer la résilience face aux menaces à la sécurité du Canada. Le bureau régional du SCRS situé à Ottawa s'investit localement et fournit régulièrement des renseignements non classifiés ou correctement approuvés aux représentantes élues et représentants élus de tous les ordres de gouvernement. La présentation de ces renseignements favorise la collaboration intergouvernementale en ce qui concerne les questions de sécurité nationale, comme les menaces à la cybersécurité, l'ingérence étrangère et l'extrémisme touchant les communautés urbaines.

Le directeur général des Services de protection et d'urgence pourrait-il indiquer aux membres du Conseil s'il serait possible et judicieux d'organiser une séance de formation et d'information pour le Conseil, conformément au paragraphe 239(3.1) de la *Loi de 2001 sur les municipalités*, au sujet des risques qui pèsent sur Ottawa au chapitre de l'extrémisme, en précisant si des spécialistes du SCRS, de la GRC ou du Service de police d'Ottawa pourraient y participer?

**Response** (Date: March 23, 2026)

It is both feasible and appropriate for the General Manager of Emergency and Protective Services, in collaboration with the Director of the Public Safety Service, to arrange a training and education session for Members of Council related to violent extremism and other national security threats relevant to the City of Ottawa.

Given the occurrence of hate-motivated incidents locally, the reported presence of ideologically motivated violent extremism, and the evolving threat environment associated with foreign interference and radicalization, such a session would support Council's awareness of risks that intersect with municipal responsibilities, including public safety, community resilience, protection of critical infrastructure, and engagement with law enforcement and relevant federal agencies.

Staff in Emergency and Protective Services have initiated outreach to the Canadian Security Intelligence Service (CSIS), the Royal Canadian Mounted Police (RCMP), and the Ottawa Police Service to explore the scope, timing, and feasibility of a Council-focused briefing. Responses are pending, and staff will continue engagement with CSIS, as well as the RCMP and the Ottawa Police Service, to assess their potential

participation and ensure that any material presented is appropriately tailored to a municipal governance context.

Subject to partner availability, staff will work with the Office of the City Clerk to coordinate logistics and bring forward a proposed training and education session on a future Council agenda. Any such session would be conducted in accordance with subsection 239(3.1) of the *Municipal Act, 2001*, which permits Council to meet in closed session for the purpose of educating or training, provided that no matters are discussed in a manner that materially advances the business or decision-making of Council.

**Réponse** (Date: le 23 mars 2026)

Il serait faisable et approprié pour le directeur général des Services de protection et d'urgence d'organiser, en collaboration avec la directrice du Service de sécurité publique, une séance de formation et d'éducation pour les membres du Conseil sur l'extrémisme violent et les autres menaces à la sécurité nationale qui touchent la Ville d'Ottawa.

Compte tenu des incidents motivés par la haine survenus chez nous, de la présence d'extrémisme violent à caractère idéologique et des menaces de plus en plus importantes en lien avec l'ingérence étrangère et la radicalisation, une telle séance sensibiliserait les membres du Conseil aux risques qui s'enchevêtrent dans les responsabilités municipales, dont la sécurité publique, la résilience communautaire, la protection des infrastructures essentielles et la collaboration avec les forces de l'ordre et les organismes fédéraux concernés.

Le personnel des Services de protection et d'urgence a déjà approché le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et le Service de police d'Ottawa afin d'évaluer la portée, le caractère opportun et la faisabilité d'une séance pareille. En attente de réponses, le personnel restera en contact avec ces trois organismes pour savoir s'ils pourraient participer à une telle démarche et pour assurer une présentation adaptée au contexte de la gouvernance municipale.

Si ces partenaires sont disponibles, le personnel travaillera avec le Bureau du greffe municipal pour coordonner le tout et pour proposer une séance de formation et d'éducation à inscrire à l'ordre du jour du Conseil. Cette séance serait tenue en vertu du paragraphe 239 (3.1) de la *Loi de 2001 sur les municipalités*, qui permet au Conseil de se réunir à huis clos à des fins de formation ou d'éducation, à condition qu'aucun sujet ne soit discuté de manière à faire avancer de façon importante les travaux ou la prise de décision du Conseil.

## **Council Inquiries**

### **Demande de renseignements du Conseil:**

*Response to be listed on the **Emergency Preparedness and Protective Services Committee** Agenda of March 23, 2026 and the Council Agenda of April 8, 2026*

*La réponse devrait être inscrite à l'ordre du jour de la réunion du **Comité des services de protection et de préparation aux situations d'urgence** prévue le 23 mars 2026 et à l'ordre du jour de la réunion du Conseil prévue le 8 avril 2026*